



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 419

Texte de la question

SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

M. le président. La parole est à M. Didier Migaud, pour le groupe socialiste.

M. Didier Migaud. Monsieur le Premier ministre, êtes-vous à ce point admiratif de Johnny Hallyday (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française*) que vous puissiez reprendre à votre compte l'une de ses chansons : « J'arrive à tout casser, à tout casser » ?

Dans l'affirmative, nous ne vous souhaitons pas le même succès que lui !

En effet, la situation économique et sociale n'a jamais été depuis cinq ans aussi préoccupante qu'aujourd'hui (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle*) : augmentation du chômage, explosion du déficit budgétaire, perte de confiance à la fois des acteurs économiques et de nos concitoyens. Tous les indices clignotent au rouge !

Certes, il y a la situation internationale et le climat de guerre. Mais cela n'explique pas tout, loin de là : vos propres choix pèsent, pour une très grande part, dans la réalité d'aujourd'hui, et votre sens de la communication n'est plus suffisant pour cacher la vérité aux Français.

M. Francis Delattre. Cachez donc votre culotte !

M. Didier Migaud. Vous proclamez que la rigueur n'est pas à l'ordre du jour, mais elle a en fait déjà commencé pour le plus grand nombre. C'est le plus grand nombre qui, par l'augmentation des taxes, cotisations, tarifs publics ou autres impôts locaux, paient vos largesses fiscales d'un coût élevé au profit d'un nombre restreint de Français. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.*)

M. Georges Tron. Vous avez roulé les Français !

M. le président. Monsieur Tron, je vous en prie !

M. Didier Migaud. C'est le plus grand nombre qui va souffrir du gel de 4 milliards d'euros, auquel vous vous êtes condamné en raison d'hypothèses irréalistes de croissance. Ce sont toutes les politiques publiques et les engagements de l'Etat qui vont être en grande partie remis en cause au détriment de l'activité et de l'emploi.

Je vous poserai, monsieur le Premier ministre, deux questions.

M. Michel Herbillon. Caricature !

M. Didier Migaud. Comment pouvez-vous persévérer dans de tels choix injustes et inefficaces ?

M. Edouard Landrain. Vous nous avez laissé une telle situation !

M. Didier Migaud. Etes-vous conscient que votre politique conduit aujourd'hui la France droit dans le

mur et l'immense majorité de nos concitoyens à l'austérité, c'est-à-dire à l'aggravation du chômage et des inégalités ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire.

M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. Monsieur le député, l'actuel gouvernement...

M. Jean Glavany. Ce n'est pas l'idole des jeunes ! (Sourires.)

M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. ... n'a pas créé le ralentissement économique : il l'a trouvé, il le subit. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Jean-Pierre Balligand. C'est faux !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. La dégradation des finances publiques, il ne l'a pas créée : il l'a trouvée, il la subit. (Mêmes mouvements.)

M. Jean Glavany. Il l'aggrave !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. Le dérapage des déficits budgétaires, il ne l'a pas créé : il l'a trouvé, il le subit. (Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Comment réparer les dommages de votre gestion ? Telle est votre question. (Mêmes mouvements.)

Le Gouvernement s'y attelle avec courage, avec détermination et avec confiance.

M. Jean Glavany. Le Gouvernement subit tout !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. En premier lieu, il tiendra la dépense, ce que vous n'avez pas fait. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Albert Facon. Laquelle ?

M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. La mise en réserve de crédits à laquelle vous avez fait allusion, il l'a annoncée en début d'année, il l'a mise en oeuvre dans la transparence et il en avait parlé dès le vote du budget. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

S'agissant des moins-values fiscales, monsieur le député,...

M. Jean Glavany. Il les subit !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. ... le Gouvernement ne provoquera pas de récession qui serait liée, par exemple, à l'augmentation des impôts...

M. Bernard Roman. Parlez-nous de la baisse de l'ISF !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. ... pas plus qu'il ne tentera de compenser ces moins-values fiscales par une réduction aveugle des dépenses.

M. Albert Facon. Et le prix de l'essence ?

M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. Le Gouvernement soutient la croissance et l'emploi. Tel est son engagement. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Les Français savent qu'avec courage il pourra atteindre cet objectif.

Vous avez parlé tout à l'heure de « mur ».

Mme Martine David. Vous allez droit dedans !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. Par son action, le Gouvernement a évité celui que vous aviez dressé devant lui et donc devant les Français. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et sur quelques bancs du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Didier Migaud](#)

Circonscription : Isère (4^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 419

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : budget

Ministère attributaire : budget

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 mars 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 mars 2003